



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*



Policy Research Brief

Avril 2011 – Numéro 82

Dépenses publiques d'éducation et pauvreté au Burkina Faso

Par Lacina BALMA, Francine ILBOUDO, Adama OUATTARA, Roméo KABORE, Kassoum ZERBO, Samuel KABORE

L'ÉDUCATION, SOURCE DE RICHESSE ÉCONOMIQUE

L'éducation est souvent présentée comme la solution à la pauvreté dans les PED. La littérature stipule que l'éducation et la formation contribuent à accroître les capacités productives de la main-d'œuvre. Les bénéfices économiques de l'éducation se mesurent à la fois à l'échelle individuelle - rémunération supérieure pour les travailleurs plus éduqués - et à l'échelle sociale - taux de croissance économique plus élevé.

Au Burkina Faso, diverses études basées sur les données d'enquêtes auprès des ménages ont montré que la probabilité d'un ménage d'être pauvre décroît avec le nombre d'années d'étude du chef de ménage (Lachaud, 2003). Dans ce travail, les chercheurs ont opté pour une analyse en équilibre général calculable pour capter les effets d'une politique d'augmentation des dépenses publiques en éducation sur la pauvreté et le bien-être de la population burkinabè.

L'IMPACT D'UNE DÉPENSE EN ÉDUCATION AU BURKINA FASO SELON LE MODE DE FINANCEMENT

Les chercheurs ont simulé une politique d'augmentation de 40% des dépenses publiques en éducation de base, considérant deux modes alternatifs de financement :

- 1) l'augmentation de l'impôt sur le revenu des ménages
- 2) l'augmentation de la taxe indirecte.

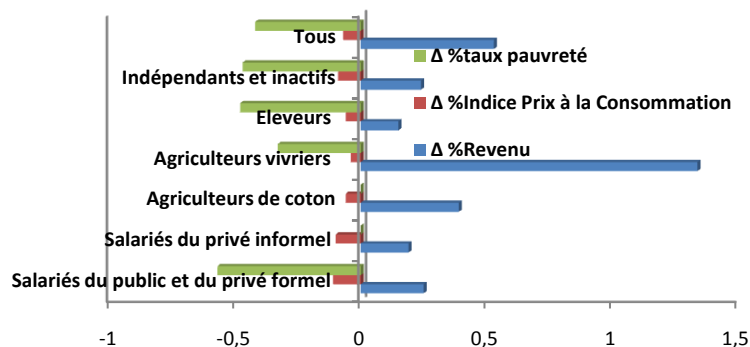
Les résultats du premier scénario indiquent clairement une baisse du nombre de pauvres dans le pays (-0.42%).

En distinguant les ménages par catégories socio-professionnelles, les résultats de l'étude mettent en évidence deux pôles : le taux de pauvreté des ménages salariés du privé informel et les agriculteurs de coton reste inchangé alors que toutes les autres catégories de ménage connaissent une baisse de la pauvreté.

Cette différenciation s'explique sur la base des profils de consommation, de la variation des prix à la consommation et du revenu, consécutive au choc d'augmentation des dépenses publiques d'éducation.

Comparativement au premier scénario, le deuxième scénario entraîne une diminution moins importante du nombre de pauvres dans l'économie (-0.33%) et selon les couches socio-professionnelles.

Graphique : Impact sur la pauvreté (1^{er} scénario)



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette étude montre qu'une politique de dépense en éducation au Burkina Faso aurait d'énormes impacts différenciés, profitables à la fois aux pauvres et aux non-pauvres. Elle souligne également, toutefois, que le mode de financement d'une politique de dépenses additionnelles dans le secteur de l'éducation conditionne la viabilité de l'impact.

Selon les résultats de la simulation, le financement par une taxe sur le revenu des ménages aurait des effets redistributifs plus importants – plus grande diminution du nombre de ménages pauvres – que par une taxe indirecte. Il est donc nécessaire que le gouvernement opère des choix judicieux entre les options de financement interne de sa politique éducative.